

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

24 AVRIL 1997

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à
promouvoir la présence équilibrée
d'hommes et de femmes dans les organes
possédant une compétence d'avis**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR MME **An HERMANS**

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi lors de
sa réunion du mercredi 19 mars 1997.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Janssens (Ch.).

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breynne, De Crem,
Mme Hermans, M. Van-
poucke.
P.S. MM. Canon, Dufour, Jans-
sens (Ch.).
V.L.D. MM. Cortois, Smets, Mme
Vanden Poel-Welkenhuy-
sen.
S.P. MM. Roose, Van Gheluwe.
P.R.L.- MM. D'hondt (D.), Moer-
F.D.F. man.
P.S.C. M. Detremmerie.
Vl. M. De Man.
Blok
Agalev/M. Viseur (J.-P.).
Ecolo

B. — Suppléants :

MM. Cauwenberghs, Tant, Van-
deurzen, Van Eetvelt, Van Parys.
MM. Demotte, Meureau, Minne,
Toussaint.
MM. Dewael, Eeman, Huts, Tael-
man.
Mme Croes-Lieten, MM. Delathou-
wer, Janssens (R.).
MM. Barzin, de Donnée, Mme Her-
zet.
MM. Fournaux, Lespagnard.
MM. Huysentruyt, Lowie.
MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.
Indép. Mme Bastien.

Voir :

- 860 - 96 / 97 :

- N°1 : Projet de loi.
- N°2 : Amendement.

Voir également :

- N°4 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

24 APRIL 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter
bevordering van de evenwichtige
aanwezigheid van mannen en vrouwen in
organen met adviserende bevoegdheid**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN
HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR MEVR. **An HERMANS**

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp be-
sproken tijdens haar vergadering van woensdag
19 maart 1997.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Janssens (Ch.).

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breynne, De Crem,
Mevr. Hermans, H. Van-
poucke.
P.S. HH. Canon, Dufour, Jans-
sens (Ch.).
V.L.D. HH. Cortois, Smets, Mevr.
Vanden Poel-Welkenhuy-
sen.
S.P. HH. Roose, Van Gheluwe.
P.R.L.- HH. D'hondt (D.), Moer-
F.D.F. man.
P.S.C. H. Detremmerie.
Vl. H. De Man.
Blok
Agalev/H. Viseur (J.-P.).
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, Tant, Van-
deurzen, Van Eetvelt, Van Parys.
HH. Demotte, Meureau, Minne,
Toussaint.
HH. Dewael, Eeman, Huts, Tael-
man.
Mevr. Croes-Lieten, HH. Delathou-
wer, Janssens (R.).
HH. Barzin, de Donnée, Mevr. Her-
zet.
HH. Fournaux, Lespagnard.
HH. Huysentruyt, Lowie.
HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Van Hoorebeke.
Onafh. Mevr. Bastien.

Zie :

- 860 - 96 / 97 :

- N°1 : Wetsontwerp.
- N°2 : Amendement.

Zie ook :

- N°4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

A la suite de la demande de *M. D'hondt* visant à recueillir l'avis du comité d'avis pour l'émancipation sociale, conformément à l'article 100bis, point 3, du Règlement, *votre rapporteur*, qui est lui-même membre dudit comité, précise que le comité a consacré un échange de vues au projet, mais qu'il n'a pas formellement émis d'avis. Aucune observation critique n'a été formulée à l'encontre du projet de loi lors de cet échange de vues.

Compte tenu de cette précision, *la commission* ne juge pas utile d'encore demander au comité d'avis d'émettre un avis formel.

*
* *

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE LA MINISTRE CHARGÉE DE LA POLITIQUE D'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES

Il existe d'ores déjà diverses lois dont la finalité est de promouvoir la présence des femmes à divers niveaux de la société.

On peut citer, à titre d'exemples, la législation électorale (fixant un nombre maximum de candidats du même sexe par liste présentée) et la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

Cette loi dispose, en ce qui concerne les organes consultatifs fédéraux, que l'instance chargée de présenter les candidatures est tenue de présenter, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Le champ d'application de cette loi se limite, certes, aux organes consultatifs *fédéraux* qui ont, à *titre principal*, une compétence d'avis, ce qui exclut des organes tels que la Commission bancaire (qui a une compétence de contrôle), le Conseil d'Etat et les commissions paritaires (cf. aussi l'avis donné à l'époque par le Conseil d'Etat, Doc. n° 1129/1-89/90, p. 9).

Sept ans après son entrée en vigueur, force est de constater que la loi n'a eu que des résultats très limités au sein des quelques centaines d'organes consultatifs auxquels elle s'applique. La présence de femmes au sein de ces organes ne dépasse pas, en effet, 10 à 12 %.

C'est ce constat qui a motivé la proposition d'inscrire une obligation de résultat dans la loi en prévoyant que deux tiers au plus des membres d'un organe consultatif peuvent être du même sexe.

Par ailleurs, des sanctions sont prévues sur deux plans :

1. Dorénavant, il sera expressément prévu que si les candidatures ne répondent pas aux exigences requises dans la loi, elles seront renvoyées à l'organisation par l'autorité chargée de la nomination (les

Ingevolge het door *de heer D'hondt* geformuleerde verzoek om, overeenkomstig artikel 100bis, punt 3, van het Reglement, het advies van het Adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie in te winnen, heeft *uw rapporteur* — zelf lid van dit adviescomité — erop gewezen dat het comité wel degelijk over het ontwerp van gedachten heeft gewisseld, evenwel zonder formeel een advies uit te brengen. Er werden tijdens deze gedachtewisseling geen kritische opmerkingen over het wetsontwerp geformuleerd.

Gelet op deze verduidelijking, heeft *de commissie* het niet nodig geoordeeld het Adviescomité alsnog te verzoeken een formeel advies te verstrekken.

*
* *

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER BELAST MET HET BELEID VAN GELIJKE KANSEN VOOR MANNEN EN VROUWEN

Momenteel bestaan er reeds verscheidene wetten om de aanwezigheid van vrouwen op allerlei niveau's van het maatschappelijk leven te vergroten.

Men kan aldus verwijzen naar de verkiezingswetgeving (maximaal aantal personen van hetzelfde geslacht per voorgedragen lijst) en ook naar de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid.

Deze wet voorziet voor federale adviesorganen in de voordracht — per mandaat — van de kandidatuur van minstens één man en één vrouw door de voordragende instantie.

Het toepassingsgebied is weliswaar beperkt tot *federale* adviesorganen met een *hoofdzakelijk* adviserende bevoegdheid, hetgeen organen zoals de Bankcommissie (met controlerende bevoegdheid), de Raad van State en de paritaire comités uitsluit (zie ook het indertijd uitgebrachte advies van de Raad van State, Stuk n° 1129/1-89/90, blz. 9).

Men heeft dienen vast te stellen dat, na zeven jaren toepassing, de resultaten in de enkele honderden adviesorganen aan de povere kant zijn. De aanwezigheid van vrouwen in deze organen blijft beperkt tot 10 à 12 %.

Vandaar het voorstel om een vorm van resultaatsverbintenis in de wet in te schrijven door het opleggen van de regel dat ten hoogste twee derden van de leden van een adviesorgaan van hetzelfde geslacht mogen zijn.

Daarenboven is een sanctionering op twee terreinen voorzien :

1. Voortaan zal uitdrukkelijk worden voorzien dat de candidatures die niet voldoen aan de in de wet gestelde vereisten, teruggestuurd worden naar de organisatie door de aanstellende overheid (de voog-

ministres de tutelle) et que le mandat vacant ne sera pourvu que lorsque les conditions seront remplies.

2. Dorénavant, l'organe consultatif ne formulera des avis de manière valide que lorsqu'il satisfait à la composition imposée (2/3-1/3).

En ce qui concerne ce dernier point, il est vrai qu'il existe une possibilité de déroger à la règle. En ce qui concerne la procédure à suivre, il y a lieu de se référer à l'exposé des motifs du projet (Doc. n° 860/1, p. 2).

A noter, enfin, que le texte du projet de loi a subi certaines modifications d'ordre technique en fonction de l'avis du Conseil d'Etat.

II. — DISCUSSION GENERALE

A. Observations des membres

Bien qu'il n'ait aucune objection fondamentale contre le projet de loi à l'examen, *M. Jean-Pierre Viseur* déplore que l'on doive, une fois de plus, se résoudre à imposer des quotas pour promouvoir la présence des femmes au sein des organes consultatifs, ce qui est révélateur, en un sens, de l'échec d'une certaine politique.

L'intervenant souhaite encore formuler trois considérations et questions :

1. Il ressort de l'exposé des motifs que le dernier rapport officieux du ministre sur l'application de la loi concerne la période juillet 1991-juin 1992. L'article 4 prévoit pourtant l'obligation de faire rapport annuellement.

Quelle est l'origine de cette lacune ?

2. Peut-on réellement parler de sanctions effectives lorsque l'on sait que certains organes consultatifs ne fonctionnent même pas ?

Une sanction plus efficace consisterait probablement à recourir plus systématiquement à la procédure d'avis obligatoire, l'organe de décision ne pouvant prendre de décision valable sans disposer de l'avis rendu par l'organe consultatif régulièrement composé.

Une autre sanction pourrait consister à suspendre les jetons de présence des membres tant que la composition de l'organe consultatif n'est pas conforme aux dispositions légales. Reste cependant à savoir, dans ce cas, si l'ensemble des mandats sont rémunérés.

Il est de toute façon indispensable de prévoir des sanctions effectives. A défaut, les ministres pourraient être tentés de ne pas trop se préoccuper du fait qu'un conseil consultatif n'est pas valablement composé, dès lors que cela leur permettrait de mener leur politique sans entraves.

3. Comment la validité d'un avis émis par un conseil consultatif pourra-t-elle être vérifiée ?

*
* *

dijministers) en dat het mandaat vacant blijft tot wanneer aan de voorwaarden wordt voldaan.

2. Voortaan zal het adviesorgaan slechts op rechtsgeldige wijze adviezen kunnen uitbrengen wanneer het voldoet aan de opgelegde samenstelling (2/3-1/3).

Wat dit laatste betreft, bestaat er weliswaar een afwijkingsmogelijkheid. Voor de daarvoor te volgen procedure mag verwezen worden naar de memorie van toelichting bij het ontwerp (Stuk n° 860/1, blz. 2).

Tenslotte zij er op gewezen dat de tekst van het wetsontwerp technisch werd aangepast ingevolge het advies van de Raad van State.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Opmerkingen van de leden

Hoewel hij geen fundamentele bezwaren heeft tegen het onderhavig wetsontwerp, betreurt *de heer Jean-Pierre Viseur* het toch dat men eens te meer zijn toevlucht moet nemen tot het opleggen van quota om de aanwezigheid van vrouwen in adviesorganen te bevorderen. Ergens wijst deze oplossing erop dat men er niet is in geslaagd een bepaalde politiek te realiseren.

Spreker wenst nog een drietal bedenkingen en vragen te formuleren :

1. Uit de memorie van toelichting blijkt dat het laatste officieuze verslag van de minister over de toepassing van de wet betrekking heeft op de periode juli 1991-juni 1992. Artikel 4 legt nochtans de verplichting op jaarlijks een verslag voor te leggen.

Vanwaar deze lacune ?

2. Kan men wel spreken van effectieve sancties, als men weet dat bepaalde adviesorganen zelfs niet functioneren ?

Een betere sanctioneringsmogelijkheid bestaat er wellicht in meer gebruik te maken van de verplichte adviesprocedure, dit wil zeggen dat de beslissingsinstantie geen rechtsgeldige beslissingen kan treffen zonder over het advies van het regelmatig samengestelde adviesorgaan te beschikken.

Een andere sanctie zou er kunnen in bestaan de zitpenningen van de leden op te schorten, zolang het adviesorgaan niet overeenkomstig de wet is samengesteld. In dit verband stelt zich weliswaar de vraag of alle mandaten ook bezoldigd worden.

Effectieve sancties zijn in ieder geval onontbeerlijk. Bij gebreke daarvan zouden ministers wel eens in de verleiding kunnen komen zich niet al te veel gelegen te laten aan een ongeldig samengestelde adviesraad, aangezien dit hen toelaat ongehinderd hun eigen politiek te voeren.

3. Hoe zal men kunnen controleren dat een advies al dan niet rechtsgeldig is afgeleverd ?

*
* *

M. D'hondt évoque la procédure permettant d'obtenir une dérogation à la composition légale d'un organe consultatif.

Les décisions prises en la matière par le conseil des ministres sont-elles susceptibles de recours ou la procédure est-elle inattaquable ?

*
* *

Votre rapporteuse se demande si, cent ans après la première vague féministe, cinquante ans après l'octroi du droit de vote aux femmes et vingt-cinq ans après la généralisation de l'ouverture des formations et des professions aux femmes, le processus social visant à accorder à la composante féminine de la population la place qui lui revient légitimement dans la vie sociale et politique n'est pas encore achevé.

Des mesures légales sont manifestement toujours nécessaires pour imposer une présence équilibrée d'hommes et de femmes dans la vie socio-économique et politique, ce qui devrait constituer un important choix de société.

Cet objectif se situe du reste dans le droit fil de l'accord de gouvernement, qui souligne que « le gouvernement continuera dans la voie d'un équilibre dans la présence et dans la répartition des tâches entre hommes et femmes dans les différents domaines de la vie sociale, économique et politique ».

Force est toutefois de constater que d'autres pays n'ont, souvent, pu réaliser cet équilibre qu'en prenant des mesures légales. Tel a notamment été le cas du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas, de l'Irlande (l'objectif est de parvenir à une proportion de 40 % de femmes dans des conseils consultatifs d'ici à 1997), de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et même de l'Allemagne.

Dès 1990, d'aucuns réclamaient dans notre pays l'instauration d'une obligation de résultat, en vertu de laquelle deux tiers au maximum des personnes siégeant au sein d'un organe consultatif pouvaient être du même sexe. Cette solution n'a toutefois pas été retenue, de sorte que l'on a finalement adopté une législation qui a donné des résultats plutôt limités, ce qui explique que l'on ait aujourd'hui besoin d'un nouvel instrument légal.

L'intervenante formule encore trois observations en ce qui concerne le projet de loi :

1. Le champ d'application de la loi se limite aux organes fédéraux ayant essentiellement une compétence d'avis. Pourquoi ne pourrait-on étendre ce champ d'application à d'autres organes, qui en sont actuellement exclus, tels que les commissions paritaires ?

Ces commissions sont souvent appelées à examiner des thèmes qui revêtent une grande importance pour les femmes, tels que la problématique de la classification des professions et de la rémunération.

De heer D'hondt verwijst naar de procedure om een afwijking te bekomen van de door de wet opgelegde samenstelling van een adviesorgaan.

Staat er een beroep open tegen beslissingen dien-aangaande van de Ministerraad of is de procedure integendeel onaanvechtbaar ?

*
* *

Uw rapporteur vraagt zich af of 100 jaar na de eerste feministische golf, 50 jaar na de invoering van het vrouwenstemrecht en 25 jaar na de veralgemening van de toegang van vrouwen tot opleidingen en beroepen, het maatschappelijk proces om het vrouwelijke gedeelte van de bevolking een rechtmatige plaats in het sociale en politieke leven toe te kennen, dan nog niet voltooid is.

Klaarblijkelijk zijn er toch nog steeds wettelijke maatregelen nodig om de evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen in het sociaal-economische en politieke leven — hetgeen een belangrijke maatschappelijke keuze zou moeten zijn — te bewerkstelligen.

Deze doelstelling ligt overigens in het verlengde van het regeerakkoord dat onder meer het volgende stelt : « Er zal gewerkt worden aan een evenwichtige aanwezigheid en taakverdeling tussen mannen en vrouwen in verschillende domeinen van het maatschappelijke, economische en politieke leven. »

Men dient wel vast te stellen dat ook andere landen vaak niet anders kunnen of hebben gekund dan wettelijke maatregelen te nemen om het bedoelde evenwicht te bereiken. Dit is onder meer het geval voor Denemarken, Noorwegen, Nederland, Ierland (een doelstelling van 40 % vrouwen in adviesraden tegen 1997), Groot-Brittannië, Spanje en zelfs Duitsland.

Reeds in 1990 was in ons land vraag naar een resultaatsverbintenis, waardoor maximaal twee derden van de leden van een adviesraad van hetzelfde geslacht zouden kunnen zijn. Deze oplossing werd evenwel niet weerhouden, hetgeen geleid heeft tot een wetgeving met eerder beperkte resultaten. Vandaar de nood aan een nieuw wettelijk instrument.

In verband met het wetsontwerp nog een drietal bedenkingen :

1. Het toepassingsgebied van de wet betreft federale organen met een hoofdzakelijk adviserende bevoegdheid. Waarom kan dit toepassingsgebied niet worden uitgebreid tot andere — thans uitgesloten — organen, zoals bijvoorbeeld de paritaire comités ?

In die comités komen vaak voor de vrouwen zeer belangrijke thema's aan bod, zoals de problematiek van de beroepsclassificatie en de verloning.

La ministre entrevoit-elle des possibilités de faire également progresser les choses en ce qui concerne ce type d'organes ?

2. Bien que le projet de loi prévoie une procédure de dérogation à la règle 2/3-1/3, on peut insister pour que l'on pense surtout aux candidats féminins lors des prochaines nominations. Une campagne de sensibilisation ne serait peut-être pas inutile à cet égard.

3. L'obligation de faire rapport annuellement prévue à l'article 4 de la loi du 20 juillet 1990 représente une tâche considérable pour le ministre, alors que les résultats exposés dans ces rapports sont plutôt décevants.

Il convient donc avant tout de prendre des mesures légales effectives et de faire en sorte que les rapports sur l'évolution de la situation soient un peu plus concis.

*
* *

Mme Creyf constate que la sous-représentation des femmes au sein des conseils consultatifs s'observe surtout dans les secteurs « durs » (c'est-à-dire les Finances, l'Economie, l'Agriculture et la Défense nationale). Ainsi, pour 152 mandats attribués dans le secteur des Affaires économiques au cours de la période 1991-1992, l'existence de la loi a été ignorée dans 118 cas.

Les modifications légales proposées amélioreront sans doute la situation, mais il importe de continuer à veiller à ne pas autoriser trop d'exceptions à la règle générale, surtout dans les secteurs durs.

On a dû constater trop souvent par le passé qu'un certain nombre d'organes consultatifs ne manifestaient tout simplement aucun intérêt pour l'aspect réglementaire de leur composition. La loi est appliquée dans certains cas, mais dans d'autres, on recourt aux possibilités d'exception ou on méconnaît purement et simplement les dispositions légales.

Le ministre a-t-il des projets en vue d'informer les organes consultatifs et de les sensibiliser aux nouvelles mesures ?

B. Réponse de la ministre chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

1. Le champ d'application de la loi

Ainsi qu'il a été souligné dans l'exposé introductif, la loi vise les organes fédéraux possédant principalement une compétence d'avis. Elle peut être considérée comme une première étape. Cela signifie toutefois que, par exemple, les commissions paritaires dont la mission essentielle est de conclure des conventions collectives de travail à caractère contraignant et qui disposent à ce titre d'un pouvoir quasi-législatif, ne relèvent pas du champ d'application de

Ziet de minister mogelijkheden om ook voor zulke organen een duwtje in de goede richting te geven ?

2. Hoewel het wetsontwerp voorziet in een procedure tot afwijking van de 2/3-1/3-regel, mag men er toch op aandringen voor de komende benoemingen vooral aan de vrouwelijke kandidaten te denken. Misschien is een sensibiliseringscampagne ter zake op haar plaats.

3. De in artikel 4 van de wet van 20 juli 1990 opgenomen jaarlijkse verslagprocedure vormt een omvangrijke taak voor de minister, terwijl de resultaten waarover moet worden gerapporteerd, eerder teleurstellend zijn.

Het komt er dus in de eerste plaats op aan effectieve wettelijke maatregelen te nemen en de verslaggeving over de evolutie iets minder omslachtig.

*
* *

Mevrouw Creyf stelt vast dat de ondervertegenwoordiging van vrouwen in adviesraden zich vooral in de harde sectoren (zijnde Financiën, Economie, Landbouw en Landsverdediging) doet gevoelen. Zo werd in de periode 1991-1992, voor 152 toegekende mandaten in de sector Economische Zaken, in 118 gevallen het bestaan van de wet vergeten.

Door de voorgestelde wettelijke wijzigingen zal de toestand allicht verbeteren. Toch dient men er op te blijven toezien dat, vooral in de harde sectoren, niet teveel uitzonderingen op de algemene regel worden toegestaan.

In het verleden moest men ook vaak constateren dat een aantal adviesorganen gewoon niet in een reglementaire samenstelling geïnteresseerd zijn. In sommige gevallen past men de wet toe, maar in andere gevallen beroept men zich op de uitzonderingsmogelijkheden of vergeet men gewoon de wettelijke bepalingen.

Heeft de Minister plannen om de adviesorganen te informeren en te sensibiliseren over de nieuwe maatregelen ?

B. Antwoorden van de Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

1. Het toepassingsgebied van de wet

Zoals reeds vermeld in de inleiding, worden door deze wetgeving de federale organen met een hoofdzakelijk adviserende bevoegdheid geïnteresseerd. Het mag als een eerste stap worden beschouwd. Dit betekent echter dat bijvoorbeeld de paritaire comités wier hoofdtaak het is bindende collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten en derhalve quasi-wetgevend optreden, niet onder het toepassingsgebied ressorteren. Om ook in zulke organen een gewaarborgde

la loi. Des initiatives législatives distinctes pourraient éventuellement être prévues afin de garantir une représentation féminine minimale dans ce type d'organes.

Il est en effet souhaitable de garantir une représentation féminine suffisante dans les commissions paritaires, dès lors que les discussions portant sur la rémunération et la redistribution du travail intéressent aussi grandement les femmes. Force est cependant de constater que, dans les commissions paritaires, les organisations syndicales sont encore essentiellement représentées par des hommes.

2. Modifications par rapport à la loi initiale du 20 juillet 1990

A l'avenir également, les instances chargées de présenter les candidatures à un mandat au sein d'un organe consultatif devront présenter la candidature d'au moins un homme et une femme.

La principale différence réside dans l'obligation de résultat qui est désormais imposée en prévoyant que pour une date donnée, deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif pourront être du même sexe.

Par le passé, les instances chargées de présenter les candidatures présentaient certes régulièrement à la fois la candidature d'un homme et celle d'une femme, mais dans la pratique, l'homme était souvent le seul candidat valable. Dans ces conditions, il était plutôt aisé de contourner la loi, étant donné que rien n'obligeait d'accorder la préférence à la femme. Il est clair que les compétences intrinsèques des candidats constitueront toujours un élément important du choix définitif. Eu égard à l'obligation de résultat, il est toutefois permis d'espérer que les instances chargées de présenter les candidatures s'efforceront davantage que par le passé de trouver des candidates féminines valables. C'est en fin de compte à l'instance chargée de la nomination des candidats de veiller à ce que la proportion deux tiers/un tiers soit respectée au sein de l'organe consultatif en tant que tel, et pas nécessairement au sein de ses différentes composantes.

3. Dérogations

Une procédure de dérogation à la règle imposée par l'obligation de résultat est prévue dans la loi. L'instauration de cette possibilité est une source de risques, mais elle est inévitable, compte tenu du caractère de certains organes consultatifs. Ainsi aucun candidat masculin ne s'est présenté au Comité d'avis pour l'égalité des chances entre hommes et femmes. Dans ce cas, il faut pouvoir déroger à la règle. Le seul critère de dérogation doit toutefois être la nature de l'organe consultatif et non la « difficulté » de trouver des candidat(e)s. Il incombe aux instances chargées de présenter les candidatures de

vrouwenvertegenwoordiging te waarborgen, kunnen eventueel aparte wetgevende initiatieven op het getouw worden gezet.

Een voldoende vrouwelijke aanwezigheid in de paritaire comités is inderdaad wenselijk, omdat besprekingen over loononderhandelingen en herverdeling van de arbeid ook deze bevolkingsgroep in belangrijke mate aanbelangen. Men dient evenwel vast te stellen dat, in de paritaire comités, vooral de vakbonden nog voor het overgrote deel door mannen zijn vertegenwoordigd.

2. Verschil met de oorspronkelijke wet van 20 juli 1990

Ook in de toekomst zullen door de voordragende instanties voor een mandaat in een adviesorgaan de kandidaturen van minstens één man en één vrouw dienen te worden voorgedragen.

Het grote verschil ligt hem evenwel in de thans opgelegde resultaatsverbintenis die erin voorziet dat, tegen een bepaalde datum, maximaal twee derden van de leden van adviesorganen van hetzelfde geslacht mogen zijn.

In het verleden dienden de voordragende instanties weliswaar niet zelden een dubbele kandidatuur van een man en een vrouw in, doch in de praktijk was de man vaak de enige valabele kandidaat. Op die manier was het eerder gemakkelijk de wet te omzeilen, aangezien er geen enkele verplichting was de vrouw boven de man te verkiezen. De intrinsieke bekwaamheid van de kandidaten zal uiteraard steeds een belangrijk element blijven in de uiteindelijke keuze, maar men mag er hopelijk op betrouwen dat de voordragende instanties, gelet op de geldende resultaatsverbintenis, meer dan vroeger op zoek zullen gaan naar valabele vrouwelijke kandidaten. De benoemende instantie moet er uiteindelijk op toezien dat de verhouding 2/3-1/3 bereikt wordt in het adviesorgaan op zich en niet noodzakelijk in de componenten ervan.

3. Afwijkingen

Een procedure tot afwijking van de in de resultaatsverbintenis opgelegde regel is in de wet ingebouwd. Het voorzien van deze mogelijkheid schept risico's, maar is — gelet op het karakter van sommige adviesorganen — onontbeerlijk. Zo is er het voorbeeld van het Adviescomité voor gelijke kansen tussen mannen en vrouwen, waarvoor zich geen mannelijke kandidaten presenteerden. In die gevallen moet een afwijking mogelijk zijn. Het enige criterium mag echter enkel de aard van het adviesorgaan zijn en geenszins de zogezegde moeilijkheidsgraad om vrouwelijke (of mannelijke) kandidaten te vin-

diffuser suffisamment l'appel aux candidats au sein de leur organe.

La procédure d'obtention d'une dérogation est relativement complexe, ce qui est peut-être de nature à limiter le nombre de demandes. L'intervention du Conseil des ministres assure d'ailleurs la publicité de la procédure, ce qui exclut que tout soit réglé dans la confidentialité du département concerné.

4. *Contrôle*

Le ministre chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes n'a pas la capacité de tout contrôler sur le terrain. Il est toutefois tenu de faire régulièrement rapport aux Chambres fédérales, afin de leur permettre de vérifier, elles aussi, si la législation produit des effets dans la pratique.

C'est cependant aux instances chargées de la présentation et de la nomination des candidats qu'il appartient en premier lieu de veiller à l'application correcte de la loi. Dans chaque département, un rôle important incombe par conséquent au ministre.

Un autre moyen de contrôle consiste en l'obligation de mentionner toute dérogation éventuelle — et sa motivation — dans chaque avis donné par l'organe consultatif ayant obtenu cette dérogation.

5. *Sanctions*

Les mandats attribués au sein des organes consultatifs sont, pour une large part, des mandats non rémunérés. De manière générale, ceci est dû à l'insuffisance des crédits. Il est donc difficile de prendre des sanctions pécuniaires.

La sanction réside essentiellement dans le fait que les organes consultatifs dont la composition n'est pas conforme à la loi ne peuvent rendre aucun avis valable alors qu'ils attachent généralement une grande importance à cette faculté. C'est ainsi qu'il serait extrêmement grave pour le Conseil supérieur des Finances par exemple, de ne pas pouvoir fournir d'avis au ministre des Finances.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

M. Roose fait la lecture de cet article, dont il ressort que le renvoi des candidatures ne présentant pas

den. De voordragende instanties moeten binnen hun organisatie maar voldoende publiciteit voeren rond mogelijke kandidaturen.

De procedure tot het bekomen van een afwijking is vrij complex. Zulks is wellicht van aard het aantal gevraagde uitzonderingen te beperken. De tussenkomst van de Ministerraad maakt de procedure overigens publiek, zodat niet alles zich afspeelt binnen de beslotenheid van het betrokken departement.

4. *Controle*

Het is onmogelijk voor de Minister belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen om op het terrein alles zelf te controleren. Deze dient wel op regelmatige tijdstippen een verslag in te dienen bij de federale Kamers, zodat ook deze kunnen nagaan of de wetgeving in de praktijk effecten resorteert.

Het zijn in eerste instantie evenwel de voordragende en benoemende instanties die moeten toezien op een correcte toepassing van de wet. Binnen elk departement is er bijgevolg een belangrijk rol weggelegd voor de minister.

Een andere controle mogelijkheid bestaat in de verplichte vermelding van de eventueel toegekende afwijking — en van de motivering ervan — in elk advies van het adviesorgaan dat bedoelde uitzondering heeft verkregen.

5. *Sancties*

Vele mandaten in adviesorganen zijn onbezoldigd, omdat er meestal ook onvoldoende kredieten voor aanwezig zijn. Men kan dus bezwaarlijk sancties op het pecuniaire vlak treffen.

De sanctie ligt hem vooral in het feit dat de niet conform deze wet samengestelde adviesorganen, geen rechtsgeldig advies kunnen afleveren, terwijl ze daar in de meeste gevallen sterk aan houden. Het zou voor de Hoge Raad van Financiën bijvoorbeeld bijzonder erg zijn geen adviezen te kunnen geven aan de Minister van Financiën.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De heer Roose citeert onderhavig artikel waaruit blijkt dat het terugsturen van de kandidaturen

au moins un homme et une femme doit être effectué par le ministre de la compétence duquel relève l'organe consultatif.

Le Conseil d'Etat se demande toutefois si toutes les présentations pour des organes consultatifs, auxquels la loi du 20 juillet 1990 est applicable, doivent être effectuées auprès du ministre compétent (voir Doc. n° 860/1, p. 8). La ministre peut-elle apporter des éclaircissements sur ce point ?

La ministre déclare qu'elle n'a trouvé aucun exemple de présentations qui ne devaient pas être introduites auprès du ministre compétent.

*
* *

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Art. 3

M. D'hondt craint que l'obligation de résultat imposée par cet article puisse, dans certains cas, nuire à la qualité de la composition des organes consultatifs.

Il estime par ailleurs que la possibilité de déroger à la loi n'y changera pas grand-chose. La procédure de dérogation est d'ailleurs si complexe qu'elle a un caractère dissuasif.

Votre rapporteur réplique que les instances chargées de présenter les candidats ont une grande responsabilité dans ce domaine. Il leur incombe de rechercher activement les femmes qui pourront les représenter avec compétence au sein des organes consultatifs.

*
* *

L'article 3 est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

Art. 4

La ministre fait observer que l'obligation d'établir chaque année un rapport, instaurée par l'article 4 de la loi, donne beaucoup de travail à son département. Force est en outre de constater que les rapports déposés au parlement ne suscitent généralement guère d'intérêt.

M. Roose se demande si l'on ne pourrait éventuellement remédier à ce problème en étendant la période sur laquelle porte le rapport.

M. Jean-Pierre Viseur propose quant à lui de n'obliger la ministre à faire rapport que si un certain nombre de parlementaires le demandent.

M. Van Gheluwe ne peut souscrire à cette proposition. Le parlement doit être en mesure d'évaluer

waarin niet minstens één man en één vrouw worden voorgedragen, dient te gebeuren door de minister onder wiens bevoegdheid het betreffende adviesorgaan ressorteert.

De Raad van State vraagt zich evenwel af of alle voordrachten voor adviesorganen waarop de wet van 20 juli 1990 van toepassing is, wel bij de bevoegde minister moeten worden gedaan (zie Stuk n° 860/1, blz. 8). Kan de minister hieromtrent duidelijkheid verschaffen ?

De minister verklaart geen voorbeelden te hebben gevonden van voordrachten die niet bij de bevoegde minister moeten worden ingediend.

*
* *

Artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

De heer D'hondt vreest dat de door dit artikel opgelegde resultaatsverbintenis in sommige gevallen de kwalitatieve samenstelling van de adviesorganen zou kunnen aantasten.

Hij is ook van mening dat de mogelijkheid tot afwijking daar niet veel zal aan veranderen. De procedure daartoe is trouwens zo complex, dat ze een afrendend karakter heeft.

Uw rapporteur repliceert dat de voordragende instanties terzake een grote verantwoordelijkheid dragen. Zij moeten zelf actief zoeken naar de vrouwen die hen op een bekwame manier in de adviesorganen kunnen vertegenwoordigen.

*
* *

Artikel 3 wordt aangenomen met 7 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 4

De minister wijst op het omvangrijke werk, haar opgelegd krachtens artikel 4 van de wet met betrekking tot de jaarlijkse verslaggeving. Vaak dient men dan nog vast te stellen dat er achteraf eigenlijk weinig belangstelling voor bij het parlement ingediende verslagen bestaat.

De heer Roose vraagt zich af of een eventuele oplossing er niet in kan bestaan de periode waarover verslag wordt uitgebracht, te verruimen.

Een alternatief voorstel bestaat er, volgens *de heer Jean-Pierre Viseur*, in om de minister slechts tot een verslaggeving te verplichten op verzoek van een bepaald aantal parlementsleden.

Dit laatste voorstel vindt geen aanhang bij *de heer Van Gheluwe*. Het parlement moet in staat zijn re-

régulièrement la législation en question. Or, cela ne peut se faire que si la ministre fait régulièrement rapport au parlement.

La ministre partage également ce point de vue.

M. Roose et votre rapporteuse présentent enfin un amendement (n° 1, Doc. n° 860/2) visant à faire en sorte qu'il ne doive plus être fait rapport aux Chambres fédérales que tous les deux ans, et non plus tous les ans.

Afin d'améliorer la lisibilité de l'article, les auteurs ont préféré reprendre tout l'article dans leur amendement, en tenant toutefois compte de la modification proposée dans le projet de loi.

*
* *

L'amendement et, par conséquent, l'article 4, ainsi modifié, sont adoptés par 9 voix et 2 abstentions.

Art. 5

M. Roose demande comment les organes consultatifs pourront se conformer à la législation si les mandats actuels se prolongent au-delà du 31 décembre 1999.

La ministre précise que s'ils ne satisfont pas encore aux conditions prévues par la loi au 31 décembre 1999, les organes consultatifs devront se reconstituer dans leur totalité au plus tard à cette date.

*
* *

L'article 5 est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié (voir Doc. n° 860/4), est adopté par 9 voix et 2 abstentions.

La rapporteuse,

A. HERMANS

Le président a.i.,

P. BREYNE

gelmatig deze wetgeving te evalueren. Dit kan slechts indien op vaste tijdstippen door de minister wordt gerapporteerd.

Dit standpunt wordt ook door *de minister* gedeeld.

De heer Roose en uw rapporteur dienen tenslotte amendement n° 1 (Stuk n° 860/2) in dat ertoe strekt om, in plaats van jaarlijks, slechts om de twee jaar een verslag aan de federale Kamers verplichtend te stellen.

Teneinde de leesbaarheid van onderhavig artikel te bevorderen, wordt er door de auteurs de voorkeur aan gegeven in het amendement het ganse artikel te hernemen, waarbij weliswaar rekening wordt gehouden met de in het wetsontwerp voorgestelde aanpassing.

*
* *

Dit amendement en derhalve ook het aldus gewijzigde artikel 4 worden aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 5

De heer Roose vraagt hoe de adviesorganen zich aan de wetgeving kunnen conformeren indien de huidige mandaten nog doorlopen tot na 31 december 1999.

De minister verduidelijkt dat de adviesorganen, voor zover ze op 31 december 1999 nog niet voldoen aan de in deze wet opgelegde voorwaarden, zich uiterlijk tegen die datum in hun totaliteit opnieuw zullen moeten samenstellen.

*
* *

Artikel 5 wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

*
* *

Het gehele aldus gewijzigde wetsontwerp (zie Stuk n° 860/4) wordt aangenomen met 9 stemmen en 2 onthoudingen.

De rapporteur,

A. HERMANS

De voorzitter a.i.,

P. BREYNE